

d'investissements étrangers dont profite actuellement la Chine est de loin la plus importante que le pays ait jamais connue. Le gros de l'investissement étranger en Chine est dirigé vers les régions côtières, principalement la province de Guangdong. Cependant, les entreprises étrangères cherchent de plus en plus à investir à l'intérieur du pays en ouvrant des installations de production et de distribution destinées à répondre aux besoins des marchés intérieurs de la Chine plutôt qu'aux besoins des marchés d'exportation. Une partie des nouveaux investissements étrangers directs vient d'entreprises authentiquement chinoises²⁷. L'existence de ces « opérations circulaires » s'explique par le fait que des entreprises chinoises essaient de profiter du traitement préférentiel accordé aux investisseurs étrangers en même temps qu'elles s'efforcent de « mettre à l'abri » des actifs à l'étranger. Les investisseurs chinois passent par des intermédiaires étrangers situés généralement à Hong Kong. Toutefois, devant la perspective de l'intégration de Hong Kong à la Chine, prévue pour 1997, les investisseurs chinois pourraient trouver un autre endroit plus éloigné d'où ils pourraient mener leurs opérations. On ignore le volume exact des investissements en jeu.

Les principales sources d'investissements étrangers sont Hong Kong (y compris les opérations circulaires mentionnées plus haut, qui sont quelque peu trompeuses), Taiwan, l'Allemagne, le Japon et les États-Unis. L'investissement étranger en provenance de Hong Kong et de Taiwan est concentré dans les provinces côtières méridionales du Guangdong, du Fujian et du Jiangsu, quoique les investisseurs de Hong Kong commencent à avoir aussi des intérêts dans les provinces de l'intérieur du pays. Les investissements japonais, comme les investissements coréens, sont concentrés dans l'est et le nord-est de la Chine. Bien que les Japonais et les Coréens aient surtout des intérêts dans l'industrie légère, ils commencent à investir dans des entreprises de plus grande envergure.

2.6 Russie/AUS

La Russie a hérité des vestiges du système de planification centralisée de l'ancienne Union Soviétique (AUS). Même si, théoriquement, le pouvoir de décision en matière de production et d'affectation des ressources était partagé entre les divers niveaux hiérarchiques (du comité de planification centrale aux ministères aux industries et secteurs et aux entreprises), la prise de décision économique était fortement influencée, sinon contrôlée par le Parti communiste. L'État possédait tous les moyens de production et tous les actifs. Le système ne laissait pas de place aux incitations ni à l'initiative personnelle, et il a abouti en fin de compte à des

²⁷ Voir C. Fred Bergsten et Edward M. Graham, *Towards an Asia Pacific Investment Code : Issues and Options*, Institute for International Economics, Washington, 1994, p. 3. Pour une analyse plus poussée de la question, voir Nicholas Lardy, *China in the World Economy*, Institute for International Economics, Washington, 1994.